Notice Thème 3 :

Comment les ménages décident-ils d’affecter leur revenu ?

Sommaire

[Notice Thème 3 : Comment les ménages décident-ils d’affecter leur revenu ? 1](#_Toc33187284)

[L’arbitrage entre consommation et épargne 2](#_Toc33187285)

[Le pouvoir d’achat des ménages 6](#_Toc33187286)

[La structure de consommation des ménages 9](#_Toc33187287)

Mots-clés

Consommation, épargne, propension à consommer, revenu primaire, revenu disponible, structure de consommation

# **L’arbitrage entre consommation et épargne**

**Extraits du programme d’économie de la classe de première STMG**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Thème** | **Contexte et finalités** | **Notions** |
| **III.1. L’arbitrage entre consommation et épargne** | Le revenu disponible des ménages est réparti entre consommation et épargne. Les variables économiques, sociales et démographiques affectent cet arbitrage. Mais ces variables ont aussi un impact sur la structure de la consommation et de l’épargne.  Le revenu disponible se répartit entre consommation et épargne. La structure de la consommation (part des différents types de biens et services dans les dépenses) évolue dans le budget des ménages dans le temps et selon différents critères, économiques (revenu, taux d’intérêt, projet d’investissement, etc.), démographiques (vieillissement de la population par exemple) et sociaux (épargne de précaution, anticipations de perte de revenu, chômage, risque de maladie). | Les déterminants de l’épargne et de la consommation.  La propension à consommer.  Le taux d’épargne.  Le patrimoine. |

L’épargne est un outil à la disposition des ménages pour transférer leurs ressources dans le temps. En comptabilité nationale, il est considéré comme l’alternative à la consommation[[1]](#footnote-1). En économie, le terme « épargne » concerne tant les agents prêteurs, que les agents emprunteurs.

* Pour les agents prêteurs, l’épargne est positive. Ces agents préfèrent reporter leur consommation, et ne dépensent donc pas l’intégralité de leur revenu courant.
* Inversement, pour les agents emprunteurs, l’épargne est négative. Leurs dépenses sont supérieures à leur revenu courant. Les emprunts leur permettent de dépenser dès aujourd’hui une partie de leurs revenus futurs. Cet emprunt sera remboursé par la suite.

À chaque période les ménages arbitrent entre la consommation et l’épargne. De nombreux facteurs sont susceptibles d’influencer cet arbitrage dont les plus saillants apparaissent sur le schéma suivant :

Taux d’intérêt + Richesse + préférences des consommateurs

Choix de consommation et d’épargne

Schéma 1 : Les déterminants des choix de consommation et d’épargne

Revenu courant + propension marginale à consommer

Age + choix intertemporel

*Les agents accumulent un patrimoine pour leurs vieux jours*

Epargne de précaution

Prudence + risque sur les revenus futurs

Epargne pour les legs

Altruisme intergénérationnel

Habitudes et imitation sociale

* Le choix du niveau de consommation dépend notamment du revenu courant. Chaque agent alloue une partie de son revenu à la consommation. Le reste est épargné. Donc : . La part du revenu consacrée à la consommation est appelée propension moyenne à consommer. Elle se calcule de la façon suivante :

La part du revenu consacrée à l’épargne est appelée propension moyenne à épargner, ou taux d’épargne. Elle se calcule comme suit :

Puisque le revenu est soit consommé, soit épargné, la somme de la propension moyenne à consommer et du taux d’épargne doit être égale à 1. L’INSEE fournit des estimations régulières du taux d’épargne. Il est d’environ 14% en France en 2017. Si l’on compare les taux d’épargne de différents pays, les résultats obtenus sont très hétérogènes.



Source : Les taux d’épargne dans la zone euro : comment les comparer, comment les expliquer ? Lino Galiana, Quentin Lafféter et Olivier Simon, L’économie française, INSEE Références, édition 2017, p. 97-114

La propension marginale à consommer mesure la variation de la consommation lorsque le revenu disponible augmente d’une unité. Elle se calcule de la façon suivante :

Ressource disponible :

<https://cache.media.eduscol.education.fr/file/Droit_et_economie/60/7/RA19_Lycee_T_STMG_1_DroitEco_propensionConsommerEpargner_1162607.pdf>

Le calcul de cette propension marginale à consommer est essentielle pour évaluer l’efficacité des politiques économiques, comme cela sera montré précisément dans le thème 6 de terminale. Intuitivement, si l’Etat augmente le revenu disponible des ménages (baisse des prélèvements obligatoires, hausse des prestations sociales…), il souhaite que cela se traduise par une hausse de la demande, et donc des débouchés pour les entreprises (baisse du chômage). Ceci ne fonctionne que si la propension marginale à consommer (donc à dépenser) est suffisamment élevée.

* La consommation des ménages est également influencée par leurs habitudes de consommation (effet de cliquet, effet de formation d’habitude). Par ailleurs, la consommation dépend aussi de ce que les individus considèrent être la norme sociale de consommation. Par un effet de démonstration, les agents ajustent leur niveau de consommation pour montrer qu’ils appartiennent à un groupe social.
* Les agents épargnent aussi pour lisser leur consommation. Ils vont par exemple épargner lorsque leur revenu est plus élevé, et utiliser les fruits de cette épargne lorsque leur revenu est plus faible. Le comportement d’épargne dépend alors de tous les revenus à venir. Si un individu estime que ses revenus seront très élevés à l’avenir, il consomme plus dès aujourd’hui, quitte à emprunter si nécessaire. Ses revenus élevés lui permettront de rembourser aisément les crédits contractés. Mais l’épargne dépend également du rendement de celle-ci, approximé par le taux d’intérêt. Un taux d’intérêt élevé incitera les agents à capacité de financement à épargner plus, et réduira le volume des emprunts.
* L’âge des individus détermine leur comportement d’épargne. On peut notamment considérer que les ménages empruntent lorsqu’ils sont jeunes, épargnent lorsqu’ils sont en activité, puis désépargnent une fois à la retraite. Ainsi, plus il y a d’actifs, plus l’épargne nationale sera importante. Inversement, si la population est très âgée, l’épargne sera plus faible car les retraités désépargnent. Dans cette perspective, ce sont les caractéristiques démographiques qui déterminent l’épargne nationale.
* Les ménages peuvent également épargner afin de léguer tout ou partie de leur patrimoine à leurs enfants. Les économistes parlent ici d’ « approche dynastique » car les agents raisonnent en intégrant le bien-être de leurs enfants.
* En situation d’incertitude, l’épargne peut être plus élevée soit parce que le niveau d’emprunt des ménages diminue, soit parce qu’ils épargnent plus pour faire face à d’éventuelles baisses de revenu ou hausses de dépenses à venir. En période de crise, l’épargne peut donc augmenter, ce qui accentue les difficultésde débouchés des entreprises.

Un agent accumule du patrimoine s’il bénéficie d’un legs ou s’il épargne. Mais le rendement du patrimoine influence aussi ce processus d’accumulation. Par exemple, une hausse du prix des actifs financiers augmente la valeur du patrimoine des ménages.

Modification de la valeur du patrimoine

Schéma 2 : l’accumulation du patrimoine

Le patrimoine comprend les actifs monétaires et financiers, les actifs immobiliers…

Les ménages qui disposent de revenus suffisants, et ceux qui ont bénéficié de legs conséquents, peuvent plus aisément accumuler du patrimoine. Les inégalités patrimoniales sont ainsi bien plus conséquentes que les inégalités de revenu comme en témoignent les travaux de Thomas Piketty, et ceux de l’INSEE.

Dans le tableau suivant, issu des travaux de l’INSEE (*Les revenus et le patrimoine des ménages*, Edition 2018), on peut lire les inégalités de patrimoine en France :



Ce tableau permet de représenter la répartition des patrimoines par décile (la population est alors découpée en dix tranches de 10%, par ordre de patrimoine croissant). Ce tableau précise même que les 1% les plus riches[[2]](#footnote-2) détiennent au moins 1 953 000€ en 2015[[3]](#footnote-3). A l’opposé, les 10% les plus pauvres ont un patrimoine inférieur à 4 300€.

Par ailleurs, ce tableau nous indique que l’indice de Gini (indice de concentration de la richesse) est de 0,635 en 2015. Par comparaison, l’indice de Gini des niveaux de vie (donc en flux) est de 0,292 en 2015.

# **Le pouvoir d’achat des ménages**

**Extrait du programme d’économie de la classe de première STMG**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **III.2. Le pouvoir d’achat des ménages** | Le pouvoir d’achat mesure la quantité de biens et services qu’un ménage peut acquérir étant donné le revenu dont il dispose. Aussi, une hausse des prix moins importante que celle du revenu disponible se traduit-elle par une augmentation de son pouvoir d’achat. Sur le long terme, on observe jusqu’à présent une amélioration du pouvoir d’achat des ménages, même si celle-ci peut être très inégale. | L’indice des prix à la consommation.  Le panier de biens.  L’évolution à long terme du pouvoir d’achat. |

Le pouvoir d’achat des ménages mesure la quantité de biens qu’ils peuvent acquérir étant donné leur revenu disponible et les prix des biens et services.

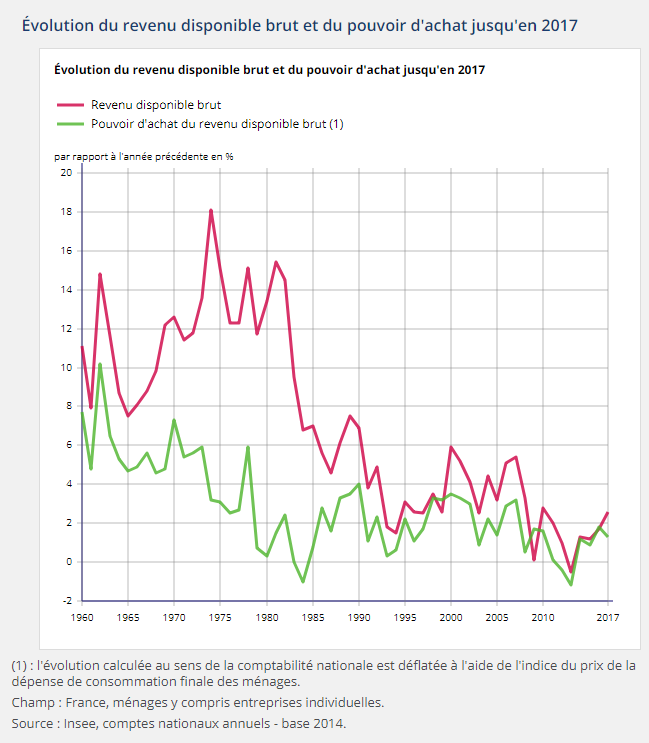
Le revenu disponible des ménages correspond à la somme dont dispose un ménage pour dépenser (consommer, investir) ou épargner. Selon l’INSEE, « *il comprend l’ensemble des revenus d’activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés[[4]](#footnote-4)), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d’assurance-vie…) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu’ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.* »

Schéma 3 : la composition du revenu disponible

Afin de calculer le pouvoir d’achat des ménages, il est nécessaire de déterminer les prix des biens et services qu’ils consomment. Pour cela, dans les enquêtes statistiques menées par l’INSEE et par Eurostat, on constitue un « panier-type » de biens et services consommés sur un territoire donné. Puis, on pondère le prix de chacun de ces biens par son poids relatif dans le panier (par exemple, si l’alimentation représente 20% des dépenses des ménages, l’indice de prix des biens alimentaires est pondéré par 0,2 dans le calcul du prix du panier de biens et services). Ainsi, la hausse des loyers affectera beaucoup plus le prix du « panier-type », qu’une augmentation du prix des entrées au cinéma. L’indice des prix à la consommation (IPC) correspond au prix du « panier-type ».

Enfin, l’inflation correspond au taux de variation de cet IPC.

Au final, le pouvoir d’achat des ménages n’augmente que si le revenu disponible s’accroît plus vite que les prix.



Sur le graphique précédent, on observe qu’à de rares exceptions près, le revenu disponible agrégé et le pouvoir d’achat augmentent depuis les « trente glorieuses ». Deux précisions doivent néanmoins être apportées :

* la hausse du pouvoir d’achat a été la plus importante durant les « trente glorieuses » ;
* il s’agit ici de statistiques agrégées sur l’évolution du pouvoir d’achat. Or, le pouvoir d’achat n’a pas évolué de la même façon pour tous les individus.

Les sites Internet de la Banque centrale européenne (BCE) et de l’INSEE proposent des ressources pédagogiques très intéressantes afin d’expliquer le calcul de l’inflation moyenne dans un territoire donné.

À cette première approche agrégée, il est possible d’ajouter une analyse plus fine en précisant que :

* l’évolution du pouvoir d’achat est différente pour les ménages modestes et pour ceux plus aisés ;
* la dynamique du pouvoir d’achat dépend de la région considérée ;
* nous pouvons aussi calculer l’évolution du « pouvoir d’achat arbitrable », i.e. une fois déduites les dépenses pré-engagées par les ménages (notamment loyers, services financiers, technologies de l’information et de la communication) ;
* il peut y avoir une différence entre le pouvoir d’achat calculé pour les ménages et le pouvoir d’achat ressenti par la population ;

L’INSEE propose notamment un « simulateur d’Indices des prix personnalisé » afin de tenir compte des situations de chacun.

Le calcul de l’inflation n’est pertinent que si les biens sont identiques entre deux dates. Par exemple, on peut comparer l’évolution du prix d’une tablette de chocolat entre 2018 et 2019 si la composition de cette tablette est la même (même pourcentage de cacao, de sucre…). Mais ce calcul pose problème pour les biens dont les caractéristiques évoluent rapidement. C’est notamment le cas des biens technologiques, dont la qualité s’améliore en permanence grâce aux innovations. Les instituts statistiques considèrent ainsi que si le prix d’une télévision est constant, mais que celle-ci permet aujourd’hui d’avoir accès à Internet, possède une meilleure qualité d’image… alors le pouvoir d’achat des consommateurs a augmenté. Cela contribue au décalage entre l’inflation mesurée, et la perception de l’évolution du pouvoir d’achat par les ménages. Ces derniers sont aussi très sensibles à leur pouvoir d’achat arbitrable dont nous avons parlé précédemment.

# **La structure de consommation des ménages**

**Extraits du programme d’économie de la classe de première STMG**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **III.3. La structure de consommation des ménages** | Les coefficients budgétaires permettent d’appréhender la structure de consommation des ménages. En valeur sur les cinquante dernières années, ils ont fortement évolué. La part de l’alimentation baisse au profit des dépenses de transport, de logement, de santé, des dépenses de loisirs et de services. En volume cependant, les structures sont plus stables. La part des services dans la structure de consommation augmente notamment parce que son prix relatif par rapport aux produits industriels augmente fortement. | La composition des dépenses des ménages.  Les coefficients budgétaires.  Les prix relatifs comparés des biens et services. |

La structure de la consommation a beaucoup évolué depuis les deux révolutions industrielles. Parmi les facteurs explicatifs de cette tendance, on trouve :

* la hausse du pouvoir d’achat des ménages. Ceux-ci vont alors consacrer une part plus faible de leurs ressources à la consommation de certains biens prioritaires, tandis que la part de biens supérieurs augmente. Cette tendance correspond bien à la loi d’Engel (1857) du nom de l’économiste prussien qui l’a mise en évidence.
* La modification des prix relatifs des biens et services. Un prix relatif correspond au prix d’un bien ou d’un service par rapport au prix d’un autre bien ou d’un autre service. Par exemple, si le prix d’une baguette de pain vaut 1€ en 2015 et en 2019, tandis que dans le même temps le prix des smartphones passe de 200€ à 150€, nous dirons que le prix relatif des smartphones par rapport à celui du pain a baissé.

Lorsque leurs revenus sont faibles, les agents consomment essentiellement des biens prioritaires pour répondre à leurs besoins primaires. Néanmoins, à mesure qu’ils s’enrichissent, la part du revenu affectée aux biens supérieurs augmente afin de répondre aux besoins secondaires.

Le graphique ci-dessous représente les coefficients budgétaires pour les principaux de dépense des ménages français entre 1960 et 2007. On observe ainsi que les biens manufacturés représentent environ 25% des dépenses des ménages en France en 2007.



Source : INSEE, comptes nationaux, base 2000

Si l’on effectue cette même analyse mais en volume (on considère que les prix des biens et services sont constants, les prix sont ceux de 1980 sur le graphique ci-dessous), on observe une relative constance de la structure de consommation des ménages.



Ainsi, si le poids des services augmente dans les dépenses (en valeur) des ménages, ce n’est pas tant qu’ils en consomment plus en volume (presque constant), mais c’est qu’ils maintiennent leur niveau de consommation de ces services malgré la hausse de leur prix. Pour les biens manufacturés, les consommateurs demandent plus de ces biens (hausse de leur consommation en volume), mais la baisse de leur prix relatif est telle que leur poids dans les dépenses des ménages diminue. Il est ici possible d’introduire les thématiques de terminale : le rôle du commerce international, le progrès technique…

La structure de consommation des ménages affecte l’évolution de leur pouvoir d’achat. Par exemple, si l’on compare les effets d’un doublement du prix du pain, à ceux d’un doublement du prix de voitures hauts de gamme, la hausse du prix du pain affectera bien plus le pouvoir d’achat des ménages français que la hausse du prix des bolides.

La hausse du pouvoir d’achat a permis de faciliter l’accès à des technologies qui améliorent l’efficacité du travail domestique. Il faut toutefois noter que certaines de ces dépenses, liées aux nouvelles technologies et aux logements réduisent le revenu disponible arbitrable (voir encadré 1).

Encadré 1 : du revenu disponible au revenu arbitrable des ménages

Le revenu disponible des ménages leur permet d’acquérir des produits. Néanmoins, certaines de ces dépenses ne sont pas réellement modifiables à court terme. L’INSEE les qualifient de dépenses « pré-engagées », mais elles sont aussi appelées dépenses « contraintes ». Plus précisément, les dépenses pré-engagées sont définies comme suit par l’INSEE :

*Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles sont définies comme suit :*

* *dépenses liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;*
* *services de télécommunications ;*
* *frais de cantine ;*
* *services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;*
* *assurances (hors assurance-vie) ;*
* *services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).*

Or, la part de ces dépenses contraintes dans la dépense de consommation finale des ménages est passée de 14,7% en 1959 à 33,7% en 2016. Autrement dit, près du tiers des dépenses de consommation des ménages ne font pas réellement l’objet d’un arbitrage à court terme.

Les services de télécommunication et de télévision représentent 7,7% de ces dépenses contraintes, tandis que le logement, l’eau, le gaz, l’électricité et les autres combustibles représentent 77,9% de ces dépenses contraintes.

**Auteur : Christophe Hachon**

**Webographie :**

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

[www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)

Bibliographie

INSEE, Le revenu et le patrimoine des ménages (*enquête annuelle*).

INSEE, Cinquante ans de consommation en France, Edition 2009.

Piketty T., Le capital au XXIème siècle, Seuil.

La mesure du pouvoir d’achat

<https://abc-economie.banque-france.fr/la-mesure-du-pouvoir-dachat>

Les inégalités de revenus

<https://abc-economie.banque-france.fr/leco-en-bref/les-inegalites-de-revenus>

1. Solde du compte d’utilisation du revenu. [↑](#footnote-ref-1)
2. On parle alors de centile. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le « moins bien lotis » des 1% les plus riches détient 1 953 000€ de patrimoine. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les revenus mixtes concernent les rémunérations pour les entreprises individuelles. Elles incluent *« la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur*» (source : INSEE). [↑](#footnote-ref-4)